



CONFÉDÉRATION NATIONALE DU TRAVAIL

SYNDICAT EDUCATION de la CNT DU RHÔNE

44, rue burdeau 69001 Lyon (métro croix paquet)

Mail : educ69@cnt-f.org Web : www.cnt-f.org/cnt69/

Augmentation et recrutement massif pour sauver les services publics !

Grève interprofessionnelle jeudi 17 mars !

Depuis plusieurs années, mais encore plus depuis l'année dernière, nous subissons une inflation importante (2.8 % en 2021, 3.5 % prévu en 2022, mais sûrement beaucoup plus encore). Cette inflation a des causes multiples (libéralisme, financiarisation, COVID, guerres...) mais qui sont pour la plupart liées à la société capitaliste et impérialiste.

Sur le plan politique et économique, nous sommes passés de "pas d'argent magique pour les salariés" à "quoi qu'il en coûte pour sauver les entreprises". Ce changement est révélateur du fait que les gouvernements successifs et futurs n'ont d'intérêt que pour les classes possédantes et dirigeantes. Les salariés, précaires et retraités doivent s'imposer face à eux et ne pas se faire d'illusions sur le cirque électoraliste. Les avancées sociales, nous les gagnerons par la lutte dans nos établissements et dans la rue !

Pour défendre et étendre le service public d'éducation

Au-delà des augmentations de salaires nécessaires et immédiates, nous devons également lutter pour conserver un service public d'éducation de qualité de la maternelle à l'université.

Ce gouvernement a été très efficace pour faire avancer le projet libéral sur l'éducation qui avait déjà été bien lancé par les gouvernements précédents, qu'ils soient de gauche ou de droite. Pour défendre le service public d'éducation, il nous faut plus de postes à tous les niveaux afin de permettre :

- la réduction des effectifs en classe
- d'absorber l'augmentation du nombre de jeunes scolarisés
- de meilleurs encadrements pédagogiques et sociaux
- de vrais services médicaux et d'orientation

Ce n'est pas les logiques d'économie d'échelle et la suppression de postes à des niveaux hiérarchiques intermédiaires qui permettront de résoudre le problème. C'est bien une augmentation massive du nombre de postes de façon générale qu'il faut !

Augmentation des salaires et partage des richesses !

Pour les personnels, la non-augmentation du point d'indice depuis plus de 10 ans se traduit par une perte de pouvoir d'achat de plus de 12 % !

Le gouvernement se cache derrière le coût de l'augmentation du point d'indice pour ne pas le faire évoluer. Pourtant, quand il s'agit d'injecter massivement de l'argent dans le privé, l'argent n'est plus un problème ! Le soit-disant plan de relance, c'est des dizaines de milliards injectés sans aucun contrôle. Celui-ci est de plus combiné à d'autres investissements massifs sous forme d'aides directes mais aussi des réductions d'impôts importantes. Le rattrapage de la perte de pouvoir d'achat pour l'ensemble des fonctionnaires ne coûterait que 12 milliards alors que de l'autre côté, la fortune des personnes les plus riches en France a augmenté de plus de 400 milliards durant la crise sanitaire ! L'argent n'est pas le problème, c'est bien plutôt une question de choix politique qui vise à ne pas augmenter et à détruire les services publics pour les privatiser par la suite !

C'est bien par la combinaison de l'augmentation des salaires et des recrutements que nous pourrions avoir les bases pour redonner l'envie de s'investir dans l'éducation publique et de la sortir de la logique libérale et court-termiste actuelle ! Pour cela, il ne faut pas se bercer d'illusions électoralistes, mais sortir dans la rue pour lutter et s'organiser sur nos lieux de travail ! C'est pour cela que nous vous appelons à :

être en **grève Jeudi 17 mars 2022**

et à rejoindre la **manifestation à 11h30, place Jean Macé !**